



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 20/05/2022

Reçu en préfecture le 20/05/2022

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20220517-2022_20-DE

DÉLIBÉRATION

2022/20

FIXATION DU NOMBRE DE REPRESENTANTS DU PERSONNEL AU COMITE SOCIAL TERRITORIAL (CST) PLACE AUPRES DU CENTRE DE GESTION DU PAS-DE-CALAIS, NON-INSTITUTION DU PARITARISME ET DECISION DU RECUEIL DE L'AVIS DES REPRESENTANTS DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Mardi 17 Mai 2022 à 14 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIERE, sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

Etaient présents : M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – Mme Brigitte ROYER, Adjointe au Maire de BURBURE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Marc BOUTROY, Maire de ESCALLES – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. André KUHCINSKI, Conseiller Départemental.

- ♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – M. Jean-François THERET, Maire de FREVENT – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Patricia FONTAINE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Florence WOZNY, Conseillère Départementale – Mme Denise BOCQUILLET, Conseillère Départementale.

♦ ♦ ♦ ♦ ♦

Vu le Code Général de la Fonction Publique ;

Vu le décret n° 85-643 du 26 juin 1985 modifié, relatif aux Centres de Gestion institués par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la Fonction Publique Territoriale ;

Vu le décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 modifié, relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

Vu l'arrêté du 9 mars 2022 fixant la date des prochaines élections professionnelles dans la Fonction Publique ;

Monsieur le Président rappelle que la consultation des organisations syndicales est intervenue le 17 mars 2022, soit 6 mois au moins avant la date du scrutin.

Il indique que l'effectif apprécié au 1^{er} janvier 2022 servant à déterminer le nombre de représentants titulaires du personnel est de **5 307 agents**.

Il précise que, lorsque l'effectif est supérieur ou égal à 2 000, le nombre de représentants est fixé de 7 à 15.

Il expose également que la délibération peut prévoir le recueil par le comité social territorial de l'avis des représentants de l'établissement sur tout ou partie des questions sur lesquelles cette instance émet un avis.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- ♦ *FIXE* le nombre de représentants titulaires du personnel à 12 et en nombre égal le nombre de représentants suppléants ;
- ♦ *DECIDE* de ne pas instituer de paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants des collectivités et établissements publics affiliés au Centre de Gestion inférieur à celui des représentants du personnel titulaires et suppléants, employant moins de 50 agents.
- ♦ *DECIDE* le recueil, par le Comité Social Territorial (CST), de l'avis des représentants des collectivités territoriales et établissements publics en relevant.

Ainsi fait et délibéré en séance,
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 17 mai 2022

Le Président,

Joël DUQUENOY